

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 août 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 8 août 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président par intérim du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre du Président en date du 23 février 2005 (S/2005/119), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le cinquième rapport que le Brésil a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président par intérim
du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Ronaldo Mota **Sardenberg**



Annexe

**Lettre datée du 29 juillet 2005, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent du Brésil
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En réponse à votre lettre datée du 10 janvier 2005 (S/AC.40/2005/MS/OC.468), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le cinquième rapport du Gouvernement brésilien au Comité contre le terrorisme, établi en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Le texte des lois n^{os} 7170/83 et 9613/98 est annexé au rapport*.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Brésil
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Ronaldo Mota **Sardenberg**

* Les annexes au présent rapport peuvent être consultées en s'adressant au Secrétariat.

Brésil

Cinquième rapport au Comité contre le terrorisme sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

1. Mesures d'application

Efficacité de la protection du système financier

1.1 Le Comité contre le terrorisme apprécie les mesures prises par le Brésil pour se doter d'une législation relative à la prévention et à la répression du financement du terrorisme et pour ratifier neuf des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme. Il souhaiterait toutefois que lui soit communiqué le texte des lois n^{os} 9613/98 et 7170/83 qui, suite à amendement, érigent en infraction le financement du terrorisme (troisième rapport du Brésil, p. 3 et 4).

Voir annexes 1 et 2.

1.2 Aux alinéas d) et e) du paragraphe 3 de la résolution, les États sont invités à devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et à les appliquer intégralement. Le Brésil a indiqué dans son quatrième rapport (p. 20) que trois des conventions et protocoles relatifs au terrorisme étaient à l'examen au Congrès national pour approbation en vue de leur ratification. Le Comité voudrait être informé de l'état d'avancement de la procédure.

Le Gouvernement fédéral est résolu à ratifier au plus vite les trois dernières conventions contre le terrorisme et fait tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir leur approbation par le Congrès national.

Le Brésil a publié une série de décrets exécutifs pour appliquer les dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en les transposant dans le droit brésilien. Ainsi, le décret n^o 3976 du 18 octobre 2001 donne application à la résolution 1373 (2001); le décret n^o 3755 du 19 février 2001 à la résolution 1333 (2000); le décret n^o 4150 du 6 mars 2002 à la résolution 1390 (2002); et le décret n^o 3267 du 30 novembre 1999 à la résolution 1267 (1999) et aux résolutions qui lui ont succédé. Comme le prévoient ces résolutions, les décrets en question visent à renforcer les sanctions contre les Taliban et Oussama Ben Laden, ainsi que contre des personnes et entités inscrites sur une liste spéciale. Le décret n^o 3976 du 18 octobre 2001 donne effet aux dispositions de la résolution 1373 (2001).

Dans le cadre de la procédure habituelle d'examen des traités multilatéraux, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme a été approuvée par la Chambre basse du Congrès national en février 2005. Ensuite, des membres du Conseil de supervision des activités financières (COAF), la cellule brésilienne de renseignement financier, ont rencontré le rapporteur et le Président de la Commission sénatoriale des relations extérieures et de la défense nationale. Suite à cette rencontre, la Convention a également été approuvée par le Sénat brésilien en juin 2005. Sa ratification devrait intervenir sous peu.

La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile et le Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental suivent également la procédure établie au Congrès. Les deux instruments ont été étudiés par plusieurs commissions de la Chambre basse qui les a approuvés en juillet 2005. Ils seront soumis à l'examen du Sénat. Leur ratification devrait intervenir au cours de la session parlementaire de 2005.

1.3 À l'alinéa e) du paragraphe 3 de la résolution, les États sont invités à appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux contre le terrorisme. S'agissant de l'application effective de l'article 18 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, le Brésil indique dans son quatrième rapport (p. 11) que le processus de ratification de la Convention est lié à l'examen de la législation existante et à sa modification projetée pour élargir les types d'infraction liée au blanchiment de capitaux et l'éventail des mesures administratives permettant de geler les avoirs illicites. Le Comité souhaiterait être informé des progrès faits dans l'adoption de la nouvelle loi et recevoir une copie de son texte.

La loi n° 9613 autorise le gel et la saisie des avoirs appartenant non seulement aux terroristes présumés et aux organisations terroristes mais aussi de tous ceux qui financent le terrorisme que leur nom figure ou non sur la liste des personnes et entités tenues à jour par le Conseil de sécurité.

Comme indiqué plus haut, comme la loi n° 9613 érige le terrorisme et, après amendement, son financement en infraction principale associée au blanchiment d'argent, les tribunaux brésiliens sont habilités à ordonner le gel et la saisie, ainsi que la confiscation, des biens soupçonnés d'être associés au terrorisme ou au délit de financement du terrorisme. L'article 4 dispose que : « le juge, agissant d'office, sur requête du ministère public, ou suite à des représentations des autorités policières, ayant entendu le ministère public dans un délai de 24 heures, peut, lorsqu'il existe des indices suffisants, ordonner la saisie ou le séquestre des biens, fonds ou valeurs appartenant en propre à l'accusé ou détenus en son nom qui sont le produit des crimes prévus dans la présente loi ».

Les autorités compétentes brésiliennes ont également le droit de geler et de confisquer tout bien ayant servi à la préparation ou à la commission des infractions visées par la loi n° 7170 du 14 décembre 1983, et consistant à : « faire des ravages, piller, extorquer, voler, enlever, séquestrer, détruire par le feu, provoquer des dégradations ou une explosion, agresser ou terroriser, à des fins politiques ou pour obtenir des fonds destinés à financer les activités d'organisations clandestines ou subversives » (art. 20) ou « le recrutement, l'appartenance ou l'apport d'un soutien au profit d'organisations illégales de type militaire de toute sorte, armées ou non, portant l'uniforme ou non, et vouées au combat » (art. 24).

Le COAF a reçu plusieurs listes de personnes et d'entités qui sont soit impliquées soit soupçonnées d'être impliquées dans des activités terroristes. Il a inclus leurs noms dans sa base de données et les a immédiatement communiqués aux services compétents de l'État comme la police fédérale, le secrétariat du Trésor public fédéral, le Service de renseignement brésilien et la Banque centrale pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent. De plus, il contrôle régulièrement le Registre national des personnes juridiques (CNPJ) et le Registre des personnes physiques (CPF) pour vérifier si des personnes physiques ou morales recherchées

ont mené légalement des activités au Brésil. De même, la Banque centrale brésilienne communique les informations susmentionnées à toutes les institutions financières afin qu'elles s'assurent qu'aucune des personnes ou entités suspectes ne se sert du système financier ni ne détient de compte ou d'autres types d'avoirs.

Au titre de l'objectif 20 de la Stratégie nationale de répression du blanchiment de capitaux (ENCLA 2004), dont la description figure ci-après, le Bureau de gestion intégrée pour la prévention et la répression du blanchiment de capitaux (GGI-LD) élabore un projet de loi amendant la loi n° 9618/98 (qui criminalise le blanchiment d'argent).

Objectif 20 : Examiner le projet de loi et suggérer des modifications pour i) élargir les types d'infraction liée au blanchiment de capitaux de manière à exclure la liste exhaustive d'infractions antérieures; ii) adopter des mesures administratives pour geler les avoirs illicites; iii) définir l'organisation criminelle; iv) qualifier les infractions de terrorisme et de financement du terrorisme; v) modifier la loi n° 9.613/98. L'équipe spéciale (réunissant des représentants du Bureau du Procureur général de l'Union, du Conseil de supervision des activités financières, du Département de la récupération des avoirs et de l'entraide judiciaire internationale du Ministère de la justice, du Conseil de la justice fédérale, du Bureau du Procureur fédéral, du Bureau du contrôleur général de l'Union et du Service brésilien du renseignement) doit être responsable du suivi des projets de loi examinés par le Congrès national, et se donner pour objectif d'obtenir leur approbation avant octobre 2004. Elle doit également suivre de près l'examen des traités internationaux concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux signés par le Brésil, jusqu'à leur approbation.

Au lieu de ne faire relever du délit de blanchiment d'argent que le produit direct ou indirect de certaines infractions principales (comme le terrorisme) comme prévu par la loi n° 9.613/98, le nouveau projet de loi dispose que le produit de toute infraction criminelle relevant du droit pénal brésilien assortie d'une peine maximale de deux ans d'emprisonnement peut tomber sous le coup de la loi contre le blanchiment d'argent.

Les autorités brésiliennes s'attendent à ce que cet amendement fasse faire des progrès considérables dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et accélère la récupération des avoirs d'origine illicite ou servant à la préparation d'actes criminels tels que le terrorisme. En outre, le projet prévoit également un alourdissement de la peine encourue en cas d'infraction principale commise par une organisation criminelle internationale.

1.4. L'application effective de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution exige que les institutions financières et les autres intermédiaires s'assurent de l'identité de leurs clients et signalent aux autorités compétentes toute transaction douteuse. Le Comité est reconnaissant au Brésil des informations détaillées concernant les transactions douteuses qui figurent dans son quatrième rapport (p. 13 et 14). Ce dernier indique à la page 14 de son rapport que le nombre des déclarations de transactions financières douteuses ayant fait l'objet d'enquêtes, de procédures pénales ou de condamnations serait connu le 31 octobre 2004. Le Comité souhaiterait que cette information lui soit communiquée dans le prochain rapport du Brésil.

Les données statistiques pour la période comprise entre 1998 et décembre 2004 sont les suivantes :

<i>Dénomination d'opération suspecte au COAF</i>	<i>1998-2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	Total
1. Transactions suspectes				
1.1 Secteurs réglementés par le COAF				
Jeux de bingo	2 454	19	7	2 480
Bourses de marchandises	1	–	–	1
Cartes de crédit ou de paiement	101	88	4	193
Marché immobilier, y compris l'acquisition ou la vente de biens immobiliers	2 287	619	630	3 536
Affacturage	84	1	27	112
Commerce de bijoux et de pierres et métaux précieux	9	–	1	10
Loteries	382	140	84	606
Commerce d'objets d'art et d'antiquités	1	1	2	4
Transactions en espèces	1	1	–	2
Total partiel	5 320	869	755	6 944
1.2 Secteurs réglementés par d'autres institutions				
Système financier (Banque centrale du Brésil)	12 096	5 405	7 086	24 587
Compagnies d'assurance (Direction des assurances privées-SUSEP)	275	879	1 169	2 323
Bourse (Commission des valeurs et des marchés de titres-CVM)	19	13	12	44
Fonds de pension (Bureau de l'assistance sociale complémentaire du Ministère de l'assistance sociale-SPC)	9	2	28	39
Total partiel	12 399	6 299	8 295	26 993
Total	17 719	7 168	9 050	33 937

Pour ce qui est des déclarations concernant des opérations en devises, la circulaire n° 3098 de la Banque centrale, en date du 11 juin 2003, impose les mêmes obligations aux institutions financières (institutions financières bancaires et non bancaires).

La Banque centrale, au point III des articles 1 et 2 de sa circulaire n° 2852/98, impose aux institutions financières l'obligation d'enregistrer les opérations suivantes dans son système d'information :

I. Les dépôts et retraits en espèces ou demandes d'approvisionnement d'un montant égal ou supérieur à 100 000 reais, indépendamment de leur nature ou de leur provenance, leur enregistrement se faisant à la date à laquelle le dépôt, le retrait ou la demande est intervenu(e).

II. Les dépôts ou retraits en espèces ou demandes d'approvisionnement d'un montant inférieur à 100 000 reals pour lesquels on peut sérieusement penser qu'il y a dissimulation ou falsification de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de l'utilisation, de la circulation ou de l'appartenance des biens, fonds et autres avoirs, conformément à l'article 2 de la circulaire n° 2852/98. Les dernières déclarations de transactions douteuses sont les suivantes :

	1998-2002	2003	2004	Total
Transactions en espèces (Banque centrale)	–	33 358	76 102	109 460

Le nombre total de demandes d'assistance reçues des autorités nationales par le COAF sur la période 2003/04 est de 1 409. Il convient de signaler que, depuis la mise en place du système de demande d'information SISPED par le COAF en 2003, les demandes d'assistance ont augmenté de 100 %. Toutes les demandes reçues par le COAF ont été satisfaites dans des délais raisonnables.

En vertu de la loi n° 9613/98, le COAF doit informer les autorités compétentes dès lors que des indices donnent à penser qu'une des infractions visées par la loi ou toute autre infraction a été commise, de façon à ce que les mesures légales qui s'imposent soient prises. Ainsi, le COAF a transmis 336 déclarations aux autorités compétentes en 2004.

En ce qui concerne l'échange d'informations avec les cellules étrangères de renseignement financier et autres autorités compétentes d'autres pays, le décret n° 2799/98 dispose que le COAF peut échanger des informations avec les autorités compétentes d'autres pays et les organisations internationales sur la base de la réciprocité ou dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux. En tant que membre du Groupe Egmont, le COAF peut également échanger des informations avec d'autres cellules de renseignement financier.

<i>Échange d'informations (International)</i>	1998-1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Demandes émanant de cellules de renseignement financier	21	17	43	77	70	74	302
Demandes émanant des autorités d'autres pays	1	2	2	22	10	1	38
Total, demandes satisfaites par le COAF	22	19	45	99	80	75	340
Demandes émanant du COAF	4	54	46	57	96	137	394

Des travaux de recherche approfondis sont en train d'être réalisés dans tous les États de la Fédération en vue d'établir des statistiques mensuelles sur le nombre d'enquêtes, de procédures pénales, de condamnations et d'acquittements, et sur le nombre de décisions de justice liées au blanchiment de capitaux, au niveau fédéral et au niveau des États. Un projet identique est en cours sous la direction du Département de la récupération des avoirs et de l'entraide judiciaire internationale pour s'assurer de l'efficacité de la Stratégie nationale de répression du blanchiment de capitaux grâce à la collecte de données statistiques auprès du pouvoir judiciaire concernant le nombre d'enquêtes, de procédures pénales et de condamnations liées au blanchiment de capitaux. L'analyse des données recueillies facilitera l'évaluation

des résultats concrets donnés par la Stratégie dont l'objectif 17 prévoit la publication de statistiques mensuelles sur la question :

Objectif 17 : En coordination avec le Bureau du Procureur fédéral, le Département de la police fédérale, le Département de la récupération des avoirs et de l'entraide judiciaire internationale et les tribunaux des États, publier des statistiques mensuelles sur le nombre d'enquêtes, de procédures pénales, de condamnations et d'acquittements, et sur les montants sur lesquels portent les décisions de justice liées au blanchiment de capitaux, au niveau fédéral et au niveau des États. Ces informations doivent être regroupées par régions géographiques.

L'article 10 de la loi n° 9613 du 3 mars 1998 prévoit que les institutions financières visées par l'article 9 de la même loi doivent établir l'identité de leurs clients et tenir à jour les informations recueillies, conformément aux dispositions énoncées par les autorités compétentes concernant l'identification des clients et la conservation des données.

L'article 11 dispose que les entités légales soumises aux obligations que leur impose la loi doivent :

« I. Accorder une attention particulière à toute transaction qui, compte tenu des directives des autorités compétentes, donne sérieusement à penser qu'une des infractions visées par la présente loi a été commise, ou semble être associée à une telle infraction;

II. Déclarer aux autorités compétentes dans les 24 heures qui suivent sans en informer leur client :

a) Toute transaction visée au point II de l'article 10 qui porte sur un montant dépassant la limite fixée à cette fin par la même autorité de la façon et dans les conditions prévues par cette autorité et pour laquelle est obligatoire la présentation d'un document d'identité mentionné au point I du même article;

b) La réalisation projetée ou effective de la transaction visée au point I du présent article;

Paragraphe 1 : les autorités compétentes mentionnées au point I ci-dessus établissent la liste des transactions qui relèvent de la catégorie des opérations visées par la présente loi et définissent notamment leurs caractéristiques de base, les parties et les montants concernés, la réalisation, les moyens d'exécution ou l'absence de justifications économiques ou juridiques s'y rapportant. »

D'après l'article 9 de la même loi, ces obligations s'appliquent aux personnes morales qui ont pour activité principale ou secondaire, de façon permanente ou occasionnelle, à titre cumulatif ou non cumulatif :

« I. Le recueil, le courtage et l'investissement de moyens financiers de tiers en monnaie nationale ou en devises;

II. L'achat et la vente de devises ou d'or à titre d'actif financier ou de moyen de change;

III. La garde, l'émission, la distribution, la liquidation, la négociation, le courtage ou l'administration de titres.

Les mêmes obligations s'appliquent aux entités suivantes :

- I. Bourses des valeurs mobilières, des marchandises et des contrats à terme;
- II. Compagnies d'assurances, courtiers en assurance et sociétés s'occupant des régimes privés de retraite ou de la couverture sociale;
- III. Administrateurs de cartes de paiement ou de cartes de crédit et consórcio (fonds détenus et gérés en commun aux fins de l'acquisition de biens de consommation);
- IV. Administrateurs ou sociétés utilisant des cartes ou tout autre moyen électronique, magnétique ou similaire permettant de transférer des fonds;
- V. Sociétés exerçant des activités de crédit-bail et d'affacturage;
- VI. Sociétés fournissant tout type de biens (y compris des espèces, des biens immobiliers et des marchandises) ou de services ou accordant des remises de prix aux personnes qui acquièrent ces biens ou bénéficient de ces services par le biais de loteries ou de méthodes analogues;
- VII. Agences ou représentants d'entités étrangères exerçant l'une quelconque des activités visées par le présent article, lorsqu'elles sont menées au Brésil, même à titre occasionnel;
- VIII. Toute autre personne morale participant à des activités exigeant l'autorisation des organismes qui réglementent les marchés boursiers des valeurs mobilières, financiers et des assurances;
- IX. Toute personne physique ou morale de nationalité brésilienne ou étrangère, qui opère au Brésil en qualité d'agent, de représentant, d'avoué ou de mandataire, ou qui représente de toute autre manière les intérêts de personnes morales étrangères participant à l'une quelconque des activités visées par le présent article;
- X. Les personnes morales qui participent à des activités liées au marché immobilier, notamment à la promotion, à l'acquisition ou à la vente de biens immobiliers;
- XI. Les personnes physiques ou morales qui font le commerce de bijoux, de pierres et de métaux précieux, d'œuvres d'art et d'antiquités;
- XII. Les personnes physiques ou morales qui font le commerce d'articles de luxe ou d'articles de grande valeur ou qui exercent toute autre activité mettant en jeu d'importantes sommes d'argent en espèces. »

À cet égard, la Banque centrale du Brésil a publié plusieurs règlements à l'intention des institutions financières placées sous son contrôle. Avant l'entrée en vigueur de la loi n° 9613, elle avait publié la règle administrative (Resolução) n° 2025, en date du 24 novembre 1993, modifiée par la règle administrative n° 2747, en date du 28 juin 2000, énumérant les conditions minimales nécessaires à l'ouverture d'un compte de dépôt. Les personnes physiques doivent ainsi indiquer leur nom, leur adresse, leur profession et leur nationalité, présenter leur carte d'identité et donner leur numéro d'immatriculation au Registre national des personnes physiques (CPF); les personnes morales doivent préciser leur personnalité juridique, leur adresse et leur numéro d'immatriculation national au Registre national des personnes morales (CNPJ). Dans le cas des personnes morales,

l'obligation d'établir l'identité du client s'applique aux individus qui sont légalement autorisés à les représenter, ainsi qu'aux propriétaires.

En vertu de sa circulaire administrative n° 3006, en date du 5 septembre 2000, la Banque centrale a établi que les institutions financières doivent vérifier au moment de l'ouverture d'un compte le statut des titulaires de comptes ou de leurs représentants dans le Registre des personnes physiques.

En vertu de la circulaire n° 2852 du 3 décembre 1998, les institutions financières et les autres institutions autorisées par la Banque centrale à exercer des activités doivent tenir à jour les dossiers de leurs clients respectifs, procéder à des contrôles internes collectifs et établir des rapports afin qu'il soit possible de vérifier non seulement l'identité précise des clients, mais aussi de s'assurer que les transferts de fonds opérés par eux sont compatibles avec leur activité économique et leur situation financière.

D'autres règlements ont été publiés par la Banque centrale pour établir des procédures d'identification, notamment pour le paiement et la réception de transactions en espèces (résolution administrative n° 1946 du 29 juillet 1992), pour les clients non résidents titulaires de comptes bancaires (circulaire administrative n° 2677 du 10 avril 1996), pour l'ouverture de comptes de dépôt ou la réalisation d'opération sur ces comptes par des moyens électroniques, notamment l'Internet (résolution administrative n° 2817 du 22 février 2001), pour les chèques et les autres instruments servant à transférer des fonds (circulaire administrative n° 3030 du 12 avril 2001) et pour l'achat ou la vente de devises (renforcement des règles relatives au contrôle des changes).

L'identification a lieu lorsque s'établit une relation d'affaires qui nécessite la présentation de documents originaux et la confirmation écrite d'un membre autorisé du personnel de la banque. Cette procédure d'identification est également nécessaire lorsque l'on soupçonne qu'une opération est liée au blanchiment de capitaux ou qu'il y a des raisons de penser que le client ou le futur client cherche à se soustraire aux procédures d'identification.

Les clients non résidents doivent suivre les mêmes règles que les clients nationaux, et les institutions financières exigent que les copies des documents d'identité qui leur sont présentées soient certifiées conformes par un officier public ou par un fonctionnaire de l'ambassade du Brésil à l'étranger.

Aux termes de la loi n° 9613, les pièces doivent être conservées d'une manière et sous une forme permettant aux institutions financières de reproduire les renseignements ou les documents, immédiatement et sans délai, sous une forme utilisable.

La loi n° 8021 du 12 avril 1990 dispose que chaque détenteur ou bénéficiaire d'actions de valeurs mobilières ou de toute forme de dépôt ou d'investissement financier doit être dûment identifié.

L'article 64 de la loi n° 8383 du 30 décembre 1991 dispose que les gestionnaires de comptes et les autres employés d'institutions financières violent la loi lorsqu'ils autorisent l'ouverture de comptes ou le transfert de fonds par une personne physique ou morale qui n'existe pas ou par un client utilisant un faux nom.

La Banque centrale vérifie, lors de ses programmes de contrôle exécutés sur place, que les institutions financières effectuent des contrôles internes, respectent les procédures d'identification et s'acquittent de leur devoir de vigilance.

Les comptes numérotés ne sont pas autorisés par le système financier brésilien.

Efficacité des mesures de contrôle de douane, d'immigration et des frontières

1.5 La mise en œuvre efficace de l'alinéa g) du paragraphe 2 exige un contrôle strict des frontières pour prévenir les mouvements de terroristes ou de groupes terroristes. À cet effet, le Brésil a-t-il mis en place un système informatique unifié à tous les points d'entrée et de sortie? Dans le cas contraire, combien de points d'entrée ou de sortie, par air, terre ou mer, ont-ils été inclus dans le système? Le système brésilien enregistre-t-il les informations sur les passagers immédiatement à l'entrée ou à la sortie ou ces informations sont-elles enregistrées ultérieurement?

Le Brésil a mis en place un système de données unifié à tous les points d'entrée et de sortie, le Système national sur le transit international (SINTI) qui fonctionne en ligne et est accessible sur tout le territoire national. Les données ne sont toutefois pas immédiatement enregistrées à l'entrée et à la sortie; elles le sont ultérieurement. Tout étranger qui entre dans le pays doit présenter une fiche d'entrée et de sortie correctement remplie en même temps que son document de voyage. Cette fiche est en deux parties, une partie qui est conservée par le Département fédéral de la police brésilienne au point d'entrée et l'autre qui est gardée par le national étranger pendant toute la durée de son séjour. Lors de l'entrée sur le territoire national, par air, terre ou mer, les données figurant sur la fiche sont comparées à celles du passeport – ou de la carte d'identité pour les nationaux de pays membres du MERCOSUR – par les services chargés des migrations au point de contrôle. Peu de temps après, les données figurant sur la fiche sont dactylographiées et intégrées au système SINTI. Elles comprennent : les nom et prénoms, sexe, date de naissance, nationalité, pays de résidence et d'origine, numéro et nature du document de voyage, point d'entrée et moyen de transport (air, terre, mer), but du voyage (affaires, tourisme, etc.) et durée autorisée du séjour au Brésil.

1.6 Si des systèmes d'informations passagers sont installés à tous les postes frontière, renferment-ils des informations de type « à surveiller »? Si oui, ces informations sont-elles mises à jour régulièrement en tenant compte de toutes les sources disponibles?

Le Système national d'information sur les personnes recherchées et interdites de séjour (SINPI), qui est relié au système SINTI, contient des données sur les personnes qui sont recherchées par les autorités, sont sous le coup d'un mandat d'arrêt international, sont interdites de séjour au Brésil ou ne sont pas autorisées à en sortir. Les deux systèmes SINPI et SINTI sont accessibles en ligne sur tout le territoire brésilien. Le SINPI est régulièrement mis à jour et alimenté au moyen d'informations venant de toutes les régions du pays.

1.7 S'agissant du contrôle de l'efficacité de la délivrance des documents d'identité et de voyage visés à l'alinéa g) du paragraphe 2 de la résolution, le Brésil délivre-t-il des documents d'identité? Si oui, quelles sont les conditions d'obtention? À cet égard, le Brésil pourrait-il préciser au Comité le type

d'informations qui sont enregistrées et avec quels organismes elles sont partagées?

Le Brésil délivre des documents d'identité nationaux (des cartes d'identité et des passeports pour les nationaux brésiliens et des pièces d'identité pour les étrangers). Tout national brésilien a droit à un document d'identité à condition de s'être acquitté de ses obligations civiles et militaires et de ne pas faire l'objet d'une décision judiciaire contraire.

Les centres locaux d'identification délivrent les pièces d'identité qui sont valables sur tout le territoire brésilien. Ils conservent les données personnelles, la photographie et les empreintes digitales des titulaires. Les dossiers officiels conservés par les organismes de délivrance peuvent être communiqués aux autres institutions d'État sur leur demande pour utilisation à des fins gouvernementales.

1.8 Une simple carte d'identité suffit-elle habituellement pour entrer au Brésil et en sortir que l'on soit Brésilien ou étranger (au lieu d'un passeport)?

Seuls les nationaux de pays membres du MERCOSUR (Argentine, Paraguay, Uruguay et Chili) sont autorisés à entrer au Brésil et à en sortir sur présentation d'une simple carte d'identité au lieu d'un passeport.

1.9 Par ailleurs, le Comité saurait-il gré au Brésil de lui indiquer les organes de liaison qu'il a mis en place en matière de coopération internationale pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que leurs domaines de compétence respectifs.

- **Direction générale de lutte contre la criminalité transnationale (COCIT) du Ministère des relations extérieures**, domaines de compétence : coordination des activités de coopération internationale entre les institutions gouvernementales brésiliennes et leurs homologues étrangers dans les domaines de la réduction de la demande et de l'offre de drogues; coordination de la participation du Brésil aux manifestations internationales, au sein des instances multilatérales et bilatérales concernant la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, y compris le trafic de drogues et la criminalité qui lui est associée, le blanchiment de capitaux, la corruption et le terrorisme.
- **Service brésilien du renseignement (ABIN) du Cabinet pour la sécurité institutionnelle de la présidence de la République**, domaines de compétence : planification, coordination, supervision et contrôle des activités antiterroristes; suivi des activités des groupes terroristes et rebelles étrangers et enquêtes sur leurs liens éventuels avec le Brésil; élaboration de rapports stratégiques sur l'évolution du terrorisme international et ses conséquences pour le pays, identification des points faibles des mécanismes d'État; échange constant d'informations sur le terrorisme; et renforcement des capacités.
- **Conseil de supervision des activités financières (COAF) du Ministère des finances**, domaines de compétence : contrôles en vue de s'assurer qu'aucune des personnes ou entités suspectes ne se sert du système financier ni ne détient de compte ou d'autres types d'avoirs.
- **Département de la récupération des avoirs et de l'entraide judiciaire internationale (DRCI) du Ministère de la justice**, domaines de compétence : récupération des avoirs et entraide judiciaire internationale.

Le Gouvernement brésilien, par l'intermédiaire de la Chambre des relations extérieures et de la défense nationale (Conseil gouvernemental), organe suprême du Gouvernement fédéral responsable de la coordination et de l'application des politiques, a créé un groupe technique qui sera chargé de la politique nationale de prévention et de lutte contre le terrorisme.

Ce groupe a pour mission d'élaborer des propositions concernant non seulement les politiques nationales mais également la mise en place d'un cadre de lutte antiterroriste au Brésil. Ses travaux sont coordonnés par le Service brésilien de renseignement, ses membres sont des représentants du Cabinet pour la sécurité institutionnelle de la présidence de la République, du Cabinet civil de la présidence, du Ministère de la justice – Bureau national de la sécurité publique et Département de la police fédérale, du Ministère des relations extérieures – Direction générale de lutte contre la criminalité transnationale (COCIT), du Ministère de la défense – chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, et du Ministère des finances.

La politique nationale proposée de prévention et de lutte contre le terrorisme s'inspire des principes suivants :

- Protection des institutions nationales, des biens et de la société contre le terrorisme sous toutes ses formes;
- Élaboration d'une doctrine de lutte contre le terrorisme;
- Élaboration et mise au point finale de textes de loi et contribution à l'application des décisions internationales relatives au terrorisme et à son financement;
- Coordination de l'exécution des programmes de prévention et de lutte contre le terrorisme; et
- Promotion de l'action antiterroriste en conformité avec les accords et initiatives adoptés en la matière sur le plan international.

Pour appliquer dans leur intégralité les décisions prises en application de ces principes, une autorité nationale pour la prévention et la lutte contre le terrorisme doit être créée qui sera chargée de la planification, de la coordination et de la supervision des mesures visant à prévenir et combattre les activités terroristes.

Contrôles visant à prévenir l'approvisionnement en armes des terroristes

1.10 Aux fins de l'application effective de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution, les États doivent notamment mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes. Le Brésil indique dans son quatrième rapport, à la page 33, qu'aucun texte législatif ne fait obstacle à l'échange d'informations avec des homologues étrangers à des fins de coopération en vue de prévenir les mouvements illicites d'armes. Le CTC aimerait savoir quelles dispositions le Brésil a prises pour permettre l'échange d'informations opérationnelles avec d'autres États voisins dans le cadre d'accords bilatéraux et multilatéraux de coopération entre services chargés de l'administration et de la sécurité et en particulier quels efforts ont été faits pour éliminer les armes légères.

Comme le Brésil l'a indiqué dans son précédent rapport, aucun texte législatif ne fait obstacle à l'échange d'informations avec des homologues étrangers en vue de

prévenir les mouvements illicites d'armes à feu. Ce dernier coopère pleinement avec la communauté internationale à la lutte contre ce grave problème, notamment dans le cadre de toutes sortes d'initiatives multilatérales, régionales et bilatérales.

Depuis août 1999, il est partie à la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes qui prévoit que : « les États parties coopèrent au dépistage des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes dont la fabrication et le trafic peuvent avoir été illicites. Cette coopération inclura une réponse prompte et précise aux demandes de dépistage d'armes ». Les États parties doivent également se partager des renseignements pertinents sur des questions telles que les producteurs, négociants, importateurs et exportateurs autorisés et dans la mesure du possible les transporteurs d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes. La Convention contient en outre des dispositions visant à encourager l'échange d'informations utiles pour faciliter les procédures nationales d'enquête criminelle, notamment sur les moyens et techniques habituellement employés par les trafiquants d'armes à feu.

Par ailleurs, le Brésil et l'Argentine ont signé un mémorandum d'accord sur l'échange d'informations relatives aux armes à feu, aux munitions et aux explosifs permettant l'échange rapide de données détaillées qui sont d'une grande utilité aux services de sécurité des deux pays.

Cette initiative a été étendue aux autres États membres du MERCOSUR et aux États associés avec lesquels a également été signé un mémorandum d'accord régional inspiré de celui précité, qui est actuellement en cours de ratification.

Sur le plan bilatéral, les comités mixtes bilatéraux de lutte contre les stupéfiants entre le Brésil et ses voisins examinent en permanence les mesures de coopération à prendre pour empêcher les mouvements illicites d'armes légères.

1.11 Le Comité note que le Brésil a adopté la loi n° 10826 (2003) (voir p. 29 du quatrième rapport) qui définit des normes et réglementations strictes en matière de déclaration, d'acquisition, de détention et de commercialisation des armes destinées essentiellement à un usage personnel. Il souhaiterait avoir une idée générale de la teneur de cette loi et notamment des précisions sur les points suivants :

- **Quelles sont les conditions à remplir avant d'obtenir l'autorisation d'acheter une arme à feu?**
- **Combien d'armes d'un type particulier le titulaire d'un permis est-il autorisé à posséder?**
- **Le système en place autorise-t-il les transferts de permis?**
- **Quelle est la durée de validité d'un permis?**
- **Existe-t-il un mécanisme de vérification de l'expiration de la durée de validité et/ou de la date d'expiration de chaque permis?**
- **Par quels moyens peut-on s'assurer de l'authenticité et de la validité d'un permis de possession d'arme à feu?**

Les conditions d'acquisition d'une arme à feu sont les suivantes :

- L'intéressé doit présenter une raison valable pour détenir une telle arme;

-
- Il doit être âgé d’au moins 25 ans;
 - Il doit présenter une copie certifiée conforme de sa carte d’identité;
 - Au moment de l’acquisition de l’arme et à chaque renouvellement de l’autorisation, il doit prouver son éligibilité et l’absence d’enquête de police ou de poursuite criminelle à son endroit par le biais d’extraits de casier judiciaire fournis par les autorités fédérales, locales, militaires et électorales;
 - Il doit présenter des justificatifs d’emploi et de domicile;
 - Lors de l’acquisition, puis à chaque renouvellement de l’autorisation, il doit justifier son aptitude technique au maniement des armes à feu qui doit être attestée par un club de tir dûment agréé par les autorités militaires, ou par un instructeur des forces armées, des forces auxiliaires ou du Conseil de la police fédérale;
 - Il doit prouver son aptitude psychologique au maniement des armes à feu qui doit être attestée par un certificat délivré par un psychologue dûment habilité par le Conseil de la police fédérale.
 - Chacun a le droit de posséder six armes à feu : deux armes de poing, deux armes à canon rayé et deux armes à canon lisse.
 - Le permis de port d’arme est délivré à titre personnel et n’est pas transférable.
 - L’autorisation est valable pour trois ans et doit ensuite être renouvelée.
 - Un mécanisme de vérification de l’expiration de la validité des autorisations est prévu dans le cadre du nouveau projet de Système national d’armes (SINARM) parallèlement au SERPRO.

Le SINARM est un système national reliant tous les services nationaux de sécurité publique qui est accessible à partir de n’importe quelle localité du Brésil. Il est le principal garant de la sécurité de l’information.
